

Comme ils participent tous deux aux Sommets économiques, le Canada et le Japon doivent examiner ensemble les conditions préalables à une nouvelle ronde de négociations sur les tarifs douaniers et le commerce, le genre de barrières commerciales que nous pourrions nous-mêmes essayer de réduire, et les possibilités d'expansion qui pourraient s'offrir dans des secteurs aussi essentiels que le commerce des services, des produits agricoles et des produits de haute technicité.

La libéralisation ordonnée du système commercial multilatéral reste la pierre angulaire de notre politique commerciale, mais nous envisageons aussi des options bilatérales. Et dans ce domaine, il est particulièrement important pour nous de renforcer et d'accroître nos rapports commerciaux avec notre proche voisin et premier partenaire commercial, les États-Unis.

Nous ne cherchons pas à avoir une relation en vase clos avec les États-Unis. Toute initiative que nous prendrons à cet égard sera compatible avec nos obligations multilatérales et ne nous incitera en aucun cas à négliger nos amis et partenaires commerciaux des autres régions du globe. Je l'ai dit et je le répète: nous sommes fermement résolus à renforcer nos liens économiques avec le Japon et avec d'autres pays du bassin du Pacifique.

C'est à vous qu'il appartiendra, dans les rencontres prévues ici et dans d'autres semblables, de trouver comment nous pouvons renforcer nos liens mutuels, mais vous me permettrez sans doute de vous livrer quelques-unes de mes idées à ce sujet.

Il y a maintenant plus de dix ans que le Japon occupe le deuxième rang des partenaires commerciaux du Canada. Pendant cette période, le commerce entre nos deux pays a presque quadruplé, atteignant aujourd'hui une valeur supérieure à 11 milliards \$.

Les importations japonaises de matières premières canadiennes — charbon, cuivre, produits du bois, etc. — ont largement contribué au développement de notre économie. Nous avons l'intention de demeurer des fournisseurs fiables et compétitifs de ces matières premières, ainsi que des produits agricoles et des denrées alimentaires de base. Je ne vois pas le jour où le Canada ne sera plus capable de répondre à la demande japonaise. Nous sommes donc disposés à garantir la sécurité des approvisionnements, à condition toutefois que nos produits continuent d'avoir accès aux marchés à des prix capables d'assurer la viabilité de nos secteurs primaires.

Nous souhaiterions aussi avoir davantage accès à d'autres secteurs du grand et vigoureux marché japonais. Le Canada est aussi une nation industrielle qui figure parmi les principaux producteurs mondiaux d'équipement électronucléaire (je pense au réacteur CANDU, par exemple), de satellites de télécommunications et de diffusion, et il fabrique toutes sortes de produits de consommation dont le prix et la qualité sont aujourd'hui compétitifs dans le monde entier. Il est tout naturel, je pense, que nous nous tournions vers le Japon pour trouver d'importants débouchés pour nos biens manufacturés.

Un autre domaine au potentiel considérable est celui du capital et de la finance. Le Japon dispose d'importantes réserves de capitaux en quête de bons placements. Nous estimons pour notre part que nous devons encourager les Japonais à faire davantage de placements directs dans nos secteurs de transformation et de fabrication, tant pour équilibrer la création d'emplois que pour ajouter de la valeur à notre commerce bilatéral.

Les Canadiens doivent s'inspirer du Japon, qui ne cesse d'améliorer les normes de qualité et de productivité. Nous pouvons devenir plus compétitifs en multipliant nos rapports avec les sociétés japonaises, en investissant nous-mêmes au Japon et en encourageant les transferts de technologie et de techniques de production et de gestion par des accords de licence, de coparticipation, de production, d'enseignement et de formation.